

Nous avons la Liberté comme étendard : comment promouvoir ce concept ?

Souverain Chapitre, Daniel Michotte Vallée de Guyane / Amazonie

Mots-clefs : Liberté, Inégalité, Humanité, Civilisation, Décroissance

Propos liminaires

Un paragraphe du préambule du livre blanc énonce : « L'égalité est apparue nue et crue, non pas comme nous la promovons habituellement mais comme une fulgurance rappelant notre vulnérabilité face à la maladie et à la mort. Nous sommes tous, puissants, riches ou misérables à la stricte égalité de nos conditions d'hommes et de femmes en humanité nous le savions de façon inconsciente et dilettante. Nous l'éprouvons aujourd'hui de façon réelle, parfois cruelle. »

Mais de quelle égalité peut-il s'agir dans une société profondément inégalitaire ?

De celle qui figure au sein de la Déclaration des Droits de l'Homme, c'est-à-dire des normes de valeur constitutionnelle.

Cette place centrale, qu'occupe l'égalité, s'explique par le fait qu'elle n'est pas un droit comme un autre, elle s'entend généralement comme « *le droit des droits* ».

Le doyen Georges VEDEL¹ disait « l'égalité identifie l'homme (...). Si l'on peut dire que tous les hommes sont égaux, à l'inverse tous les égaux sont des hommes, car si un homme refuse à un autre la qualité d'égal (...). Il lui refuse la qualité d'homme ».

C'est ce qu'expriment les célèbres dispositions du premier article de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 aux termes desquelles « *les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* ».

Mais qu'en est-il en réalité ? En effet si par la naissance tous les hommes sont égaux les chemins qu'ils sont parfois contraints d'emprunter, peuvent se révéler profondément inégalitaires.

Pourquoi ?

Si nous osions, nous dirions que face à l'intérêt général se trouve l'intérêt général de certaines classes sociales que l'on pourrait qualifier par un oxymore « L'intérêt général particulier ».

Quant à la question de savoir, si nous avons une perception inconsciente de notre humanité avant la crise et que depuis nous en avons pris conscience, c'est oublier peut-être que l'humanité de l'homme n'est pas un fait social.

En effet, l'homme n'est humain que parce que doté d'une conscience de laquelle découlent les actions humaines issues d'une réflexion humaine. C'est cette conscience qui permet de distinguer l'homme des autres espèces animales. Est-il permis de penser que sans une libre conscience et une maîtrise de soi l'homme pourrait rester humain ?

En nous privant d'agir et donc d'user de la raison que l'on détient, on nous priverait, sans l'ombre d'un doute, de la fonction qu'est celle d'être humain. On pourrait regagner les caractéristiques fondatrices de notre humanité en étant libéré de l'autorité qui nous les a fait perdre.

Qu'avons-nous appris de cette crise ?

Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La nôtre j'en suis convaincu sait pourtant qu'elle ne le fera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande en empêchant tout simplement que le monde se défasse.

Héritière d'une histoire corrompue où se mêlent les révolutions déçues, les techniques devenues folles et les idéologies exténuées, où de médiocres pouvoirs peuvent aujourd'hui tout détruire mais ne savent plus convaincre, où l'intelligence s'est abaissée jusqu'à se faire la servante de la haine et de l'oppression.

Devant un monde menacé de désintégration, où nos grands inquisiteurs risquent d'établir pour toujours les royaumes de la mort, n'est-il pas de notre devoir, dans une course folle contre-la-montre de tout tenter pour restaurer entre les nations une paix qui ne soit pas celle de la servitude, tout faire pour réconcilier à nouveau travail et culture et reconstruire avec tous les hommes une arche d'alliance ?

¹ Georges Vedel professeur de droit administratif, membre du conseil constitutionnel.

Le constat : un scénario prévisible.

Rappelons-nous :

Dans la lutte sur la question des urgences et des moyens de l'hôpital public, quelques mois avant que ne s'engage la bataille pour la défense des retraites, certains collectifs de défense se disaient prêts à élaborer le budget de l'hôpital. Or élaborer un budget, c'est revendiquer le pouvoir. Le pouvoir pour les citoyens et le personnel hospitalier d'évaluer les besoins et d'organiser la distribution des soins et la gestion des ressources. Cette crise du système de santé n'a pas disparu avec la crise sanitaire, loin s'en faut. Bien sûr, on ne peut pas affirmer que le gouvernement ne fait rien, par contre on est légitimement fondé à penser qu'il le fait tardivement, de façon peu cohérente, faible et peu intelligible. Nous en sommes arrivés là tout simplement parce que ce gouvernement porte avec ses prédécesseurs la responsabilité de la dégradation des moyens que la société aurait pu se donner pour parer à une telle éventualité – prévisible depuis bon nombre d'années – parce que ces décisions butent systématiquement sur le mur de l'argent. Il faut le dire, avec force et vigueur, la crise sanitaire est liée à l'organisation libérale et capitaliste de la société et plus particulièrement de la santé publique. La multinationale pharmaceutique française Sanofi qui envisage de relocaliser la fabrication de son paracétamol chinois en est une parfaite illustration. On découvre maintenant, même au niveau des sphères dominantes, que la mondialisation d'essence capitaliste avec son lot de délocalisations des productions de première nécessité peut poser de gros problèmes, essentiellement en termes de rentabilité. Ni diatribe, ni apologie du système, deux écueils que notre formation de maçon bien-pensant nous commande d'éviter.

Quelle est la portée de cette crise mondiale ?

On peut identifier six dimensions dans cette crise :

- Par sa **dimension planétaire**, cette crise met en relief la communauté de destin de tous les humains en lien inséparable avec le destin bio écologique de la planète Terre ; elle met en surbrillance la crise de l'humanité qui n'arrive pas à se constituer en humanité.
- Par sa **dimension économique**, cette crise ébranle tous les dogmes gouvernant l'économie et elle menace de s'aggraver en chaos et pénurie dans un avenir proche.
- Par sa **dimension nationale**, cette crise agit comme un véritable révélateur des carences d'une politique ayant favorisé le capital au détriment du travail et ignoré prévention et précaution au profit de l'accroissement de la rentabilité et de la compétitivité.
- Par sa **dimension sociale**, cette crise révèle au grand jour les inégalités, entre ceux qui vivent dans un logement exigu et ceux qui ont pu fuir les villes pour se mettre au vert dans leur résidence secondaire.
- Par sa **dimension civilisationnelle**, cette crise nous conduit à percevoir les carences en matière de solidarité et l'intoxication consumériste qu'a développé notre civilisation.
- Par sa **dimension existentielle**, cette crise nous pousse à nous interroger sur notre mode de vie, sur nos vrais besoins, nos vraies aspirations, masquées dans les aliénations de la vie quotidienne et surtout nous détacher, de l'immédiat, du superflu et du frivole, au profit de l'essentiel et nous invite à nous relier au destin de l'humanité, dont chacun de nous est une particule.

Quelles propositions pour quel résultat « dans le monde d'après » ?

Qui peut dire, si les conduites et idées novatrices vont prendre leur essor, révolutionner politique et économie, ou si l'ordre d'avant, quoi qu'ébranlé, se rétablira ?

Peut-on craindre une régression généralisée (crise de la démocratie, corruption et démagogie triomphantes, régimes néo autoritaires, poussées nationalistes, xénophobie, racisme...) ? Toutes ces régressions sont probables tant que ne surgira pas la nouvelle voie politique, écologique, économique, sociale guidée par un humanisme régénéré ou renaissant. Celle-ci multiplierait les vraies réformes, qui ne seraient plus motivées par des réductions budgétaires, mais des réformes de civilisation, de sociétés liées à des réformes de vie.

Cette nouvelle voie politique, économique, écologique et sociale devra concilier les termes contradictoires « mondialisation » pour tout ce qui relève de la coopération et « démondialisation » pour mettre en œuvre une autonomie vivrière et sanitaire et ainsi sauver les territoires de la désertification.

L'objectif serait de mettre en œuvre l'idée de « croissance » de l'économie des besoins essentiels, du durable, de l'agriculture fermière et non plus industrielle et de « décroissance » de l'économie du superflu, du frivole, de l'illusoire, du jetable.

Développer à outrance pour l'humanité entière ce qui contribue à son bien-être et à sa santé. N'oublions pas que le nomade a besoin d'une terre promise pour avancer ; l'homme est un nomade, offrons-lui donc cette utopie !